

Un regard incisif sur le monde Entrevue avec Serge Halimi

Mouloud Idir and Catherine Caron

Number 756, April–May 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/66247ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Idir, M. & Caron, C. (2012). Un regard incisif sur le monde : entrevue avec Serge Halimi. *Relations*, (756), 32–34.

Un regard incisif sur le monde

Entrevue avec Serge Halimi

Français né à Tunis, le journaliste et directeur du *Monde diplomatique*, Serge Halimi, est bien connu pour sa critique des médias, de la gauche et du néolibéralisme à travers ses articles et essais fouillés et sans concession : *Le grand bond en arrière* (Fayard, 2006), *Les nouveaux chiens de garde* (Raison d'agir, 2005), *Quand la gauche essayait* (Arléa, 2000), entre autres. *Relations* l'a rencontré.

RÉVOLTES ARABES

Relations : Le régime de Ben Ali en Tunisie était l'exemple parfait du bon élève appliquant le modèle de croissance des institutions financières internationales. Que nous enseignent sa chute et, plus largement, les révoltes arabes ?

Serge Halimi : On connaît depuis longtemps la différence entre les indicateurs du développement économique et les indicateurs du développement humain. Par exemple, quand vous êtes coincé dans un embouteillage sur l'autoroute, le PNB augmente parce que vous consommez de l'essence et utilisez votre voiture, mais on ne peut pas dire que le bonheur de la personne qui est prisonnière du trafic

s'accroît. Je pense qu'un peu de la même manière, les indicateurs du développement économique en Tunisie, par exemple, pouvaient être satisfaisants en termes quantitatifs, sans que cela dise quoi que ce soit de l'insatisfaction et du mécontentement de la population quant au sort qui lui était fait en matière d'éducation,

d'emploi, de justice sociale. Ces révoltes ont traduit le caractère biaisé de ces indicateurs macroéconomiques. Dans un régime répressif de parti unique où le président était réélu très régulièrement avec 90 ou 99 % des voix et où il n'y avait pas de vie politique, le peuple n'a eu pour s'exprimer qu'un seul moyen traditionnel : la colère, la révolte. Mais ce qu'on dit de la Tunisie, tout en conservant un juste sens des proportions, est un peu ce qu'on observe de plus en plus dans les pays européens. Certes, des partis se font concurrence, de droite et de gauche, mais de fait il y a une forme de parti unique dès lors qu'ils mènent peu ou prou la même politique.

Rel. : Il nous semble que les médias schématisent l'analyse en se concentrant trop sur les revendications pour les libertés ou encore sur la question « islamisme versus laïcité » dans ces pays. Pourquoi ?

S. H. : Je crois que cela tient, d'une part, à la logique d'audience et, d'autre part, aux moyens accordés à la presse. Pour que les gens s'intéressent aux problèmes d'un pays étranger – et on a mesuré depuis longtemps que ces questions n'intéressaient pas tellement le lecteur moyen –, il faut qu'on les replace dans le cadre de problématiques familières. Dès lors qu'il s'agit d'un pays musulman ou d'un pays où il y a des forces religieuses relativement importantes, la problématique « intégrisme contre laïcité » prévaut. C'est un moyen facile de résumer une situation locale qui comporte bien d'autres éléments, mais qu'on n'a ni le temps, ni l'espace de développer. La politique internationale exige des moyens importants : il faut résider un certain temps dans le pays et interroger les acteurs locaux pour apprendre, par exemple, que tout ne se résume pas au combat entre l'intégrisme et la laïcité, le prisme de lecture qu'a favorisé Ben Ali pour faire accepter un État policier au nom de la lutte contre l'islamisme. Les acteurs locaux nous montreraient aussi qu'il y a bien des points communs entre le parti islamiste Ennahda et des partis laïcs qui défendent un modèle de développement capitaliste et libéral.

Rel. : De fait, c'est très peu connu que les islamistes n'ont pas nécessairement un contre-modèle économique alternatif à offrir.

S. H. : La politique économique des islamistes est pour l'essentiel une politique libérale qui accorde une très grande place aux mécanismes du marché corrigés par la charité. Ils souhaitent uniquement que le libéralisme soit un libéralisme honnête, sans corruption, ce que réclament aussi les libéraux les plus fervents.

Un des paradoxes de ce qu'on a appelé la « révolution tunisienne » – quand même née d'un profond mécontentement social produit par un modèle économique néolibéral – est qu'elle n'a pas provoqué une remise en question de ce modèle. La plupart des forces politiques s'accommodent d'un libéralisme nettoyé de ses verrues mafieuses. Ainsi, il est tout de même étrange de voir qu'à l'issue des premières élections libres d'octobre dernier, des forces politiques qui ne contestent pas le modèle économique dominant semblent l'avoir emporté, alors même que le mouvement de protestation était né d'une révolte contre ce modèle. Le nouveau pouvoir ambitionne d'arrêter le vol qui était une pratique courante du régime de Ben Ali, d'en revenir à ce qu'ils appellent « l'État stratège » et de réorienter les inves-

Un des paradoxes de ce qu'on a appelé la « révolution tunisienne » – quand même née d'un profond mécontentement social produit par un modèle économique néolibéral – est qu'elle n'a pas provoqué une remise en question de ce modèle.



tissements publics des zones côtières et touristiques vers les régions de l'intérieur qui ont été sacrifiées par le «benalisme». Ce qui distingue les islamistes des autres, c'est que les premiers souhaitent que les investisseurs étrangers soient surtout des musulmans, Saoudiens ou Émiratis, alors que les seconds ne voient aucune objection à ce que les investisseurs demeurent des compagnies européennes. Mais pour les travailleurs tunisiens, que le patron, que l'exploiteur soit européen ou qatari ne présente pas une différence majeure.

Ce qui rend la chose un peu délicate en Tunisie, c'est que l'assemblée qui a été élue en octobre dernier est constituante. Comme elle doit rédiger une Constitution, c'est-à-dire avant tout se soucier de l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, il était assez peu vraisemblable que ce serait dans ce cadre-là que les Tunisiens décideraient du modèle économique du pays. Dans une Constitution, une des questions les plus importantes est celle du régime politique, des lois qui s'imposent à l'État. Est-ce que les lois civiles ont plus ou autant de poids que les lois religieuses? Le fait est que même Bourguiba, qui a essayé de lutter contre l'emprise religieuse en Tunisie, avait concédé une place à l'islam dans la Constitution du pays. Il est difficile de revenir en arrière sur ce point sans provoquer la colère de cette partie de la population qui a le sentiment qu'on n'accorde pas assez d'importance à sa foi. C'est peut-être mon regard de Français, laïque, progressiste et rationaliste, mais il me semble que la religion n'a pas sa place dans une Constitution, surtout dans un pays où les religions sont

nombreuses et où le droit de n'en pratiquer aucune est reconnu.

L'ORDRE MONDIAL

Rel. : Avec la crise qui ébranle les pays du G7 et l'émergence sur la scène internationale des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), une contestation de l'ordre mondial dominant est-elle en vue selon vous?

S. H. : Je suis loin d'en être certain. Il y a bien la contestation du fait que cet ordre mondial était dominé par les puissances occidentales. Peut-être qu'il y a le désir pour certains États de modifier cette hégémonie, mais sans fondamentalement en transformer les paramètres. La Chine, l'Inde ou le Brésil ne proposent pas un modèle de développement différent de celui qu'on connaît dans l'Occident capitaliste. Sur ce plan, la situation est très différente de celle qu'on connaissait au lendemain de la Conférence de Bandung, en 1955, où l'éveil des peuples du Sud était porteur d'un autre type de société. Là, il s'agit en quelque sorte d'accepter les paramètres de l'ordre libéral. Lorsqu'il s'agit de commerce ou de monnaie, la politique chinoise n'est pas plus progressiste que la politique américaine. Lors du premier sommet du G20, il y a trois ans, on a eu vraiment l'impression que l'addition d'une dizaine de pays importants au cénacle des puissants n'avait rien transformé aux politiques conduites par le directoire de la planète.

Rel. : Comment expliquer que les médias occidentaux parlent facilement d'un impérialisme chinois alors qu'ils

Indignés de Barcelone,
27 mai 2011, après
l'attaque de la police.
Photo : Julien Lagarde

n'emploient jamais une telle formule pour parler de l'expansion de nos propres États?

S. H. : Le terme d'impérialisme américain est tout à fait adéquat. Et il n'est pas certain que le terme d'impérialisme chinois ne le soit pas. Je n'exclus pas que le terme d'impérialisme chinois puisse un jour prochain être appliqué à la politique économique et financière de la Chine. Mais lorsqu'on parle d'impérialisme, la différence entre la Chine et les États-Unis, c'est que les É.-U. sont militairement présents sur l'ensemble du globe. La Chine, pas en dehors de sa zone d'influence géographique en Asie. D'ici 10 ou 20 ans, le nombre de bases américaines pourrait être considérablement réduit, compte tenu des difficultés économiques et financières des États-Unis. Et peut-être que la stratégie militaire de la Chine va changer, qu'à mesure que les investissements chinois en Afrique ou en Amérique latine se multiplient, elle souhaitera que ses placements soient garantis par un maillage militaire qui n'existe pas encore. Mais à l'heure actuelle, les É.-U. ont envie d'être une puissance impériale; la Chine, pas du tout.

LES INDIGNÉS

Rel. : Ces temps troubles ont fait naître le mouvement international des Indignés. Quel est votre regard sur eux?

S. H. : À mes yeux, le terme suggérait en lui-même la limite du mouvement. L'indignation constitue un sentiment légitime, mais ce qui est encore mieux, c'est d'avancer une analyse sociale et une solution de rechange. Une analyse de la situation qui se résumerait à une simple colère contre les 1 % du dessus me semblerait assez pauvre. Il y a beaucoup plus que 1 % de la population qui a bénéficié du système actuel, une partie relativement significative des classes moyennes supérieures, plus proche de 15 % que de 1 %. Ensuite, il faut savoir comment on sort de cette organisation économique du monde, quelles sont les mesures à prendre. Le risque de cette catégorie des «99 %», c'est que si vous devez concevoir une proposition politique qui leur

est destinée, vous n'irez pas au-delà d'un vague moralisme pieux du type «soyons plus gentils, aimons-nous les uns les autres, soyons plus justes et solidaires». Or, cette crise a des responsables, elle a des bénéficiaires et il faut savoir quel groupe social en a tiré parti, quel autre en a pâti. Ce que ne fait pas le discours un peu unanimiste qui évoque systématiquement les 99 % en butte à un petit nombre d'individus qu'on pourrait volontiers stigmatiser. L'organisation du système capitaliste ne se fait pas autour d'un petit nombre d'individus; elle repose sur des structures sociales plus larges. Et l'analyse de ces structures me paraît encore déficiente chez certains Indignés. Le désir d'unir à la fois les paysans, les ouvriers, les classes moyennes, les petits patrons, les professions libérales et les artistes est quelque chose de très sympathique, mais on sait que cette alliance n'interviendra jamais ou ne durera pas longtemps. Les groupes sociaux expriment des intérêts divergents et dès qu'une situation de crise se radicalisera, ils se repositionneront de part et d'autre de l'échiquier politique. Ils n'agiront en commun qu'en vue d'objectifs très généraux, qui ne peuvent pas conduire à une véritable transformation politique.

Rel. : De ce fait, comme on l'a vu dans l'histoire, le danger que la crise favorise des dérives populistes ou des courants fascistes demeure.

S. H. : Nous ne sommes pas prémunis contre ce type d'éventualité. On voit d'ailleurs presque partout en Europe que les courants d'extrême droite se renforcent et profitent de la crise. La situation d'ensemble peut être caractérisée par l'affaiblissement des forces modérées qui se reclassent ailleurs. Le centre résiste mal en général aux périodes d'accélération historique. Dans une situation de radicalisation, la question est de savoir si un radicalisme de gauche va l'emporter, ou si ce sera plutôt un radicalisme de droite. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR MOULOUD IDIR
ET CATHERINE CARON

***La démocratie est le pire des régimes,
à l'exception de tous les autres.***

(Winston Churchill)

... mais assurément le pire quand on la pervertit.



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal